

6^{ème} Congrès international des recherches féministes francophones

**Imbrication des rapports de pouvoir :
discriminations et privilèges de genre, de
race, de classe et de sexualité**

Université de Lausanne, 29 août – 2 septembre 2012

BILAN & RAPPORT D'ACTIVITES

Novembre 2012

HISTORIQUE

Le 6^e Congrès international des recherches féministes francophones s'est inscrit dans la continuité des précédentes manifestations scientifiques de la série, organisées depuis le milieu des années 1990 (Québec, 1996 ; Dakar, 1999 ; Toulouse, 2002 ; Ottawa, 2005 ; Rabat, 2008). Ces congrès visent à offrir un moment privilégié d'échanges et de débats entre chercheur·e·s, doctorant·e·s, étudiant·e·s et militant·e·s de langue française, autour des études genre et de l'égalité des sexes. Dans un monde universitaire de plus en plus marqué par la diffusion des savoirs en langue anglaise, le choix du français s'impose pour deux raisons principales. Tout d'abord, la volonté d'étudier la manière dont les outils théoriques et les concepts des études genre « voyagent » d'un contexte à un autre, donnant lieu à de nouvelles interprétations ou à de nouveaux usages dans des contextes linguistiques spécifiques. Deuxièmement, le souci de maintenir des échanges entre la production scientifique et les actions – militantes ou politiques – menées sur le terrain. Au-delà des différences, de tels échanges paraissent nettement facilités par le recours à une langue de travail commune, en l'occurrence le français.

La ville de Lausanne a été choisie pour l'organisation de la 6^e édition de ces congrès lors de l'Assemblée générale du congrès précédent, en 2008 au Maroc. Il s'agit là d'une forme de reconnaissance du dynamisme des études genre en Suisse romande, alimentée sans aucun doute par la visibilité et la renommée de la revue scientifique francophone *Nouvelles Questions Féministes*, hébergée par le Centre en Etudes Genre LIEGE de l'Université de Lausanne.

THEMATIQUE

Pour sa 6^{ème} édition, le Comité d'organisation a choisi de privilégier le thème de **l'imbrication des rapports de pouvoir** – de genre, de classe, de race, d'âge et de sexualité. En effet, dans un contexte de mondialisation, de migration et de brassage des « cultures », la question de l'inscription des individus à l'intersection de plusieurs rapports sociaux, groupes d'appartenance ou revendications identitaires soulève de multiples enjeux, tant sur le plan scientifique que sur celui de l'action politique. Le programme du Congrès a été élaboré de manière à cerner au plus près les mécanismes de (re)production des discriminations croisées et à étudier les diverses expressions de leur contestation.

ORGANISATION

L'organisation d'une manifestation d'une telle envergure nécessite plusieurs mois de travail, d'une intensité variable au fil du temps, mais culminant par un investissement extrêmement important. L'essentiel du travail d'organisation a été fourni sur une période de 18 mois par les membres du **Comité d'organisation**, composé de représentantes des deux institutions partenaires, l'Université de Lausanne (UNIL) et la Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO). Le Comité a été formé sur la base du volontariat et a inclus des membres de statuts diversifiés : des professeures (**Farinaz Fassa, Nicky Le Feuvre, Hélène Martin, Patricia Roux**) ; des membres du corps intermédiaire supérieur (**Natalie Benelli, Lavinia Gianettoni, Julie Jarty, Marta Roca i Escoda**) ; des assistantes (**Fatma Cingi**

Kocadost, Laura Morend, Céline Perrin) et des membres du personnel administratif et technique (**Anne-Sophie Chappuis, Amel Mahfoudh, Damien Michelet**). Au fur et à mesure des préparatifs, le Comité a intégré deux personnes recrutées expressément à cet effet: **Marie-Jeanne Borboën**, qui a assuré le secrétariat du Congrès et **Andrea Coduri**, qui s'est chargé des fonctions de webmaster. Sous le pilotage des deux responsables institutionnelles du Congrès (Hélène Martin pour la HES-SO et Patricia Roux pour l'UNIL), le Comité d'organisation s'est réuni à intervalles réguliers, pour gérer collectivement les différents aspects du travail, allant de la rédaction de l'appel à communications à l'organisation des activités festives, en passant par l'expertise des propositions de communication, l'élaboration du programme et la recherche de fonds. Le Comité d'organisation a bénéficié, plus ponctuellement, du soutien de plusieurs services internes aux institutions organisatrices, dont les services financiers, ceux de la communication, des bâtiments, des relations internationales et de la restauration.

Le partenariat entre l'UNIL et la HES-SO s'est avéré particulièrement fructueux. Notamment, les objets de recherche touchant au travail social ont irrigué l'ensemble des activités scientifiques du Congrès, dont : la conférence en plénière de Sirma Bilge, intitulée « l'intersectionnalité à l'heure et à l'épreuve de la 'culture de la diversité' », les tables rondes « Politique sociale et justice » et « Affaires de famille, affaires d'Etat », ainsi que plusieurs exposés au sein de différents ateliers tels que « Age et parcours de vie : imbrications des rapports de pouvoir », « Imbrication des rapports de pouvoir dans l'éducation » et « Régulations politiques des inégalités ». De plus, un atelier spécifique, sous la responsabilité des Professeures Marianne Modak (Suisse), Johanne Daigle et Catherine Des Rivières-Pigeon (Québec), a porté sur « Travail social : Imbrication des rapports de sexe, race, classe ». Cet atelier a réuni 21 communications issues de recherches provenant des Hautes écoles suisses, canadiennes et françaises.

PROGRAMME

Comme lors des manifestations précédentes, l'élaboration du programme du Congrès s'est déroulée en cinq temps.

Tout d'abord, le Comité d'organisation a établi une liste des personnes à inviter dans le cadre des **conférences plénières** et des **tables rondes**. Ici, les intervenantes ont été choisies principalement en raison de la pertinence de leurs travaux pour la thématique du Congrès, mais le Comité a également veillé à assurer dès ce stade une représentation aussi équilibrée que possible des origines culturelles et géographiques des intervenantes dans ces séances.

Une fois une première liste (provisoire) des intervenantes invitées établie, le Comité d'organisation a diffusé très largement (par le biais des listes de diffusion électronique et des centres relais en études genre dans différents pays) un **appel à propositions d'ateliers**. Cette démarche, habituelle dans ce genre de manifestation scientifique, visait à associer au plus près la communauté scientifique concernée à l'élaboration du programme définitif du Congrès. L'appel devait permettre à toute personne / centre / collectif intéressé par la thématique générale du Congrès de proposer l'organisation d'un atelier, susceptible de réunir un ensemble cohérent de communications autour d'un même sous-thème. En tout, près de 35 ateliers ont été proposés et ont été affichés (fin 2011) sur le site web du Congrès.

La troisième étape a consisté en la diffusion (par les mêmes canaux) d'un **appel à communications**, accompagné de la liste des ateliers thématiques proposés. Plus de 500

propositions de communication ont été reçues et expertisées par le Comité d'organisation (début 2012), dont la très grande majorité ont été retenues. En fonction du contenu de ces propositions de communication, le Comité d'organisation a proposé un regroupement des ateliers thématiques, de manière à éviter les redondances et à assurer un agencement optimal des sous-thèmes à traiter. Par le biais de ces regroupements, le nombre d'ateliers a été ramené à 26, impliquant un total de **77 responsables** d'ateliers, originaires de la plupart des pays représentés.

Dans un quatrième temps, le Comité d'organisation s'est chargée d'affecter chacune des propositions de communication retenues à l'un de ces 26 ateliers thématiques. Chacun des 77 coresponsables d'ateliers a reçu un document comportant un résumé de l'ensemble des propositions de communication que le Comité suggérait de réunir dans leur atelier. A ce stade, quelques ajustements sont intervenus, de manière à s'assurer que les communications avaient bien été affectées à l'atelier le plus pertinent.

Enfin, à partir de ces listes définitives, ce sont les responsables d'ateliers qui ont agencé « leurs » communications en séances de travail, allant de 1 séance (4 communications) à 7 séances (28 communications), en fonction du nombre de communications ayant trait aux sous thèmes proposés.

En parallèle des **huit séances plénières** (2 intervenantes à chaque séance), des **dix tables rondes** (3 ou 4 intervenantes à chaque séance) et des **400 communications** présentées dans le cadre des **vingt-six ateliers thématiques** (plus de 100 séances d'ateliers au total), un « **forum autogéré** » est venu compléter le programme. Ce dernier devait permettre la présentation de projets de recherche en collaboration, de publications récentes ou de débats d'actualité, au gré des initiatives des congressistes elles-mêmes. L'ensemble du programme et des résumés des recherches présentées figure en Annexe du présent rapport (sous forme de deux brochures). Pendant toute la durée du Congrès, plusieurs maisons d'édition ou librairies ont tenu de stands de vente, permettant un accès facilité des congressistes aux dernières publications dans le domaine des études genre.

Outre les activités proprement scientifiques du Congrès, le programme a également comporté des moments forts de convivialité, dont : un cocktail d'accueil, une croisière dinatoire sur le Lac Léman, une soirée festive au centre de Lausanne et une visite du vignoble du Lavaux. Grâce aux financements accordés à cet effet, la gratuité de ces activités a pu être assurée pour l'ensemble des congressistes souhaitant y participer.

Enfin, grâce à un financement complémentaire du programme fédéral CUS en études genre, une université d'été internationale (**Swiss International Summer School in Gender Studies**) s'est déroulée en parallèle au Congrès. Les 33 participant-e-s, originaires de sept pays, ont pu profiter de l'environnement scientifique stimulant du Congrès, tout en bénéficiant d'un programme d'activités spécifiques. Démarrant avant le début du Congrès (le 27 août) et durant cinq jours, la *Summer School* leur a notamment permis de présenter leurs propres projets de recherche devant quelques-unes des meilleures spécialistes internationales des études genre (dont deux des conférencières plénières du Congrès) et de recevoir des critiques et encouragements dans le cadre de quatre *Master class* et de trois ateliers thématiques, animés par des collègues de l'Institut en études genre de l'Université de Genève.

PARTICIPATION

Organisé pour la première fois en Suisse, le **6^e Congrès** a connu un très grand succès d'affluence. Au total, **610 inscriptions** ont été comptabilisées sur le site du Congrès, avec une présence physique sur place d'environ **500 personnes** au cours des cinq jours de la manifestation. Le Congrès a beaucoup attiré la relève académique, avec près de **145 doctorant·e·s**, une trentaine de post-docs et une centaine d'étudiant·e·s inscrit·e·s. La manifestation s'est également avérée attrayante pour des collègues universitaires « seniors », puisque nous avons accueilli près de **170 professeur·e·s** (ou assimilé·e·s). Bien que le monde associatif ait été relativement bien représenté (par le biais d'une quarantaine d'ONG), c'est parmi cette catégorie de congressistes que nous avons enregistré le plus fort taux d'absentéisme. En effet, la moitié (43 sur 86) des représentant·e·s du monde associatif initialement inscrit·e·s au Congrès ne s'est finalement pas présentée à l'accueil. Une partie de ces désistements de dernière minute peut certainement être attribuée aux difficultés d'obtention de visas de la part des structures associatives des pays du Sud¹, mais cela n'explique pas complètement un tel taux de désistement, beaucoup plus élevé que dans n'importe quelle autre catégorie d'inscription.

Le Congrès a également accueilli une trentaine de représentantes des organismes publics de promotion de l'égalité hommes – femmes.

Du côté du monde académique, et comme lors de ces éditions précédentes, le Congrès a surtout attiré des participantes originaires des principaux pays francophones du Nord : Belgique (30), Canada / Québec (70), France (210), Suisse (130). L'importance de la délégation helvétique à cette édition-ci est à souligner, tant elle témoigne de la vitalité de ce champ dans le paysage académique Suisse et de l'importance des grandes manifestations de ce type pour la consolidation des échanges au sein même du pays hôte. Plusieurs pays européens non francophones ont également été représentés par au moins une participante, dont : l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, la République tchèque, la Roumaine et le Royaume-Uni.

Ayant eu la possibilité d'accorder des dispenses de frais d'inscription et une aide pour les voyages et hébergements sur place, la représentation de congressistes originaires des pays du Sud a été plutôt meilleure à Lausanne que lors des éditions précédentes. Logiquement, ce sont les pays du Sud ayant le français comme langue de travail qui ont fourni les délégations les plus importantes. Nous avons ainsi pu accueillir une quinzaine de participantes du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et une quinzaine de participantes des pays africains subsahariens (Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Niger, République démocratique du Congo et Sénégal). La Turquie et le Brésil ont également été représentés par cinq congressistes chacun.

BILAN FINANCIER

Le budget total du Congrès était d'un peu plus de 400'000 CHF. Grâce à la mobilisation de nombreuses chercheuses au sein de leurs laboratoires, de leurs universités ou d'ONG pour obtenir les fonds nécessaires à leur séjour en Suisse, plus de 100'000 CHF n'ont pas eu à être

¹ Par exemple, sur les 32 personnes originaires de la République démocratique du Congo initialement inscrites, seules trois ont finalement pu assister au Congrès.

assumés par les fonds propres du Congrès. Les frais que le Congrès a eu à couvrir s'élèvent ainsi à un peu plus de **250'000 CHF** au total. Vingt organismes distincts, que nous avons sollicités au niveau communal, cantonal et fédéral, ainsi que dans nos hautes écoles et dans des associations diverses (tous ces organismes sont cités sur le programme officiel de la manifestation, voir en Annexe), ont largement contribué à financer ces frais. De même, en complément des fonds accordés, plusieurs autres partenaires ont fourni une aide logistique ou en nature (les logos de tous les organismes ou partenaires impliqués dans ce soutien au Congrès ont figuré sur l'affiche format mondial de la manifestation). Outre la prise en charge des activités scientifiques et festives du Congrès, ces fonds ont permis d'accorder des aides individuelles à une centaine de congressistes, principalement originaires des pays du Sud, mais aussi de France, du Québec, de Belgique et de Suisse, sous forme de participation à leurs frais de voyage et d'hébergement à Lausanne. Chaque subvention fait l'objet d'un bilan financier spécifique adressé à l'organisme qui l'a accordée (bilan annexé au présent rapport).

BILAN SCIENTIFIQUE & PERSPECTIVES

Le bilan de cette manifestation est globalement très positif. Les institutions organisatrices ont pleinement relevé le défi de l'accueil d'un congrès international d'une telle envergure et la grande majorité des congressistes ont manifestement apprécié leur expérience lausannoise.

Du côté du Comité d'organisation, un regret majeur demeure : il concerne la faible participation des femmes originaires des pays du Sud. Malgré la mobilisation de moyens financiers et humains considérables, nous avons eu du mal à identifier et à contacter des femmes (africaines ou maghrébines, notamment) susceptibles d'intervenir dans les séances plénières du Congrès. Par ailleurs, il s'est avéré extrêmement difficile d'assurer à celles qui avaient spontanément manifesté leur intérêt pour le Congrès les conditions correctes de déplacement en Suisse, notamment en raison des restrictions imposées à l'octroi de visas.

Sur le plan scientifique, ce Congrès a permis de débattre des enjeux que soulève la rencontre entre diverses perspectives théoriques, notamment en abordant la question de l'imbrication des rapports de pouvoir à partir des différentes positions épistémologiques en sciences sociales. Les avancées analytiques, ainsi que les impasses, les désaccords et les controverses rencontrées au cours de ce Congrès orienteront, sans aucun doute, les recherches et les débats à venir et, en cela, le Congrès de Lausanne laissera sa marque sur le paysage scientifique des études genre francophones pour plusieurs années.

Afin de consolider cette « trace » durable, plusieurs projets de valorisation du Congrès sont d'ores et déjà en cours.

D'une part, l'enregistrement vidéo de la totalité des séances plénières et des tables rondes est disponible sur le site web du Congrès :

<http://www3.unil.ch/wpmu/rff2012/videos/>

Nous sommes convaincues que ces enregistrements constitueront de précieuses ressources pédagogiques pour les enseignements délivrés dans l'ensemble des pays francophones autour des thématiques du Congrès.

D'autre part, plusieurs projets de publications scientifiques sont désormais à l'œuvre ou à l'étude. A titre d'exemple, un numéro spécial de la revue *Nouvelles Questions Féministes*,

regroupant certaines communications présentées dans le cadre du Congrès, est en préparation, sous l'intitulé « Travail social » (sortie prévue fin 2013). Par ailleurs, nous préparons un ouvrage publiant l'ensemble des conférences plénières et une sélection des interventions en Tables rondes, autour du thème des « Intersectionnalités ». D'autres numéros thématiques de revues devraient suivre, notamment en partenariat avec des revues francophones en études genre (ex. *Recherches féministes*, *Travail, genre & sociétés*, *Cahiers du genre*, *Cahiers du CEDREF*, etc.).

Enfin, cette manifestation internationale a indéniablement impulsé une nouvelle dynamique scientifique au sein même des études genre en Suisse romande. En lien direct avec les thématiques qui ont provoqué le plus de débats au cours du Congrès, le réseau suisse LIEGE a défini deux orientations prioritaires pour ses travaux en 2012-2013. Sous forme de journées d'études et/ou d'ateliers thématiques, ce réseau propose de réunir des spécialistes autour de deux axes de recherche : d'une part, celui des discriminations (raciales, d'âge, de sexualité, etc.) au sein des institutions académiques, y compris en études genre et, d'autre part, celui des tensions qui caractérisent les relations entre l'institutionnalisation des études genre et le militantisme (féministe, mais aussi LGTB) dans le contexte suisse. A terme, il est prévu de solliciter les fonds AGORA du FNS pour prolonger les échanges amorcés au sein de ce réseau, sous forme de colloques.

Conformément à la décision votée en clôture du Congrès de Lausanne, la prochaine édition de cette manifestation devrait avoir lieu à Montréal en 2015.